



République de Guinée
Travail - Justice - Solidarité

MINISTÈRE DU BUDGET

Termes de Référence de la Revue Annuelle des Etablissements Publics Administratifs

I. Contexte et justification

Aux termes de la loi organique sur les lois de finances :

Les Etablissements Publics Administratifs sont des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie financière et de gestion, ayant reçu de l'Etat, un patrimoine d'affectation en vue de la réalisation d'une mission d'intérêt général. Ils ne peuvent exercer à titre principal aucune activité industrielle et commerciale.

Leurs ressources financières sont constituées principalement de subventions du budget de l'Etat et, accessoirement, de recettes diverses. Un établissement public ne peut, ni emprunter, ni prêter.

Tout projet de texte, législatif ou réglementaire, portant création ou modification d'une entité publique, quels que soient son statut et son régime juridique est soumis pour accord préalable du Ministre chargé des finances¹.

Les Etablissements Publics Administratifs sont essentiellement régis par la loi L/2016/075/AN du 30 décembre 2016. Aux termes de cette loi, un établissement public est un organisme public dont l'activité est principalement administrative et les ressources proviennent majoritairement du budget de l'Etat ². A la différence des sociétés publiques, les établissements publics sont régis par le droit administratif, c'est-à-dire un ensemble de règles spécifiques régissant l'Administration et les rapports entre l'Administration et les particuliers.

L'Etat assure une double tutelle sur les Etablissements Publics Administratifs : la tutelle technique et la tutelle financière.

La tutelle technique porte sur le respect par les organes de l'Etablissement Public des dispositions relatives à la mission dudit Etablissement. Cette tutelle

¹ LORF, art.100

² LGFESP, art.2

technique est exercée par le Ministre sectoriel dont l'Etablissement participe à la mise en œuvre des politiques publiques entrant dans son domaine de compétence.

Quant à la tutelle financière, elle est exercée sur l'ensemble des Etablissements Publics Administratifs par le Ministre du Budget. En effet, aux termes du décret D/2016/138/PRG/SGG du 20 avril 2016, le Ministère du Budget est chargé, entre autres, d'assurer la tutelle financière des établissements publics à caractère administratif³.

Dans le cadre de la tutelle qu'il exerce sur les Etablissements Publics Administratifs, le Ministre du Budget est chargé, conjointement avec les Ministres sectoriels concernés, d'approuver les budgets et les comptes annuels des Etablissements Publics Administratifs⁴.

Dans la mesure où un ministre statue par voie d'arrêté ou de décision, l'approbation des budgets et des comptes annuels des Etablissements Publics Administratifs doit prendre la forme, soit d'un arrêté conjoint, soit d'une décision conjointe.

Quelle que soit la forme de cette approbation, elle devra faire l'objet d'une publication au Journal Officiel de la République de Guinée, sur un site Internet du Gouvernement et, éventuellement, dans la presse. La transparence dans la gestion publique fait, en effet partie, des prescriptions de la nouvelle Loi Organique sur les Lois de Finances qui est la constitution financière de notre pays. De même, le Président Alpha CONDE s'est engagé à rendre la gestion des affaires de l'Etat beaucoup plus transparente qu'elle ne l'était.

Afin de donner à l'approbation des comptes annuels des Etablissements Publics Administratifs un caractère solennel, le Ministère du Budget entend organiser une « Revue Annuelle des Etablissements Publics Administratifs ».

³ Décret du 20 avril 2016, art.1^{er}

⁴ LGESP, art.39

Cette Revue Annuelle ne se substitue pas aux Ministres, seuls habilités par la loi à approuver les comptes annuels. Elle vise simplement à contribuer à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des Etablissements Publics de l'Etat.



II. Objectifs

A travers l'organisation de la Revue Annuelle des Etablissements Publics Administratifs, le Ministère du Budget a pour but la qualification de la gouvernance de ces organismes publics.

Les objectifs à court terme du Ministère du Budget sont :

- de pouvoir identifier très précisément tous les établissements publics administratifs ;
- de pouvoir identifier tous les responsables des établissements publics administratifs ;
- d'accéder à la totalité des informations relatives aux activités des établissements publics et à leurs finances.

Les objectifs à moyen et long termes du Ministère du Budget sont :

- d'améliorer le cadre de gouvernance des établissements publics ;
- de créer un cadre de concertation et d'échanges entre les dirigeants des établissements publics, d'une part, et les services du Ministère du Budget, d'autre part ;
- de promouvoir la transparence dans la gestion des établissements publics administratifs.

III. Résultats

Les résultats attendus de la première édition de la Revue Annuelle des Etablissements Publics Administratifs sont :

- des recommandations sur l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des Etablissements Publics de l'Etat ;
- des observations sur les rapports présentés par les directeurs généraux des Etablissements Publics de l'Etat.
-

IV. Méthodologie

Dans un premier temps, il y a lieu de mettre en place un Comité de suivi des Etablissements Publics Administratifs. Bien que le Ministère ait reçu comme attributions, entre autres, d'exercer la tutelle financière des établissements publics à caractère administratif, il n'existe, à l'heure actuelle, aucune structure ayant dans ses attributions l'accomplissement des tâches entrant dans cette fonction. A défaut de préposer un membre du Cabinet à ces tâches (nombreuses et complexes), il importe de créer une structure ad hoc à même d'assister le Ministre dans l'exercice de ses fonctions d'autorité de tutelle des EPA. Ce comité de suivi est le Comité d'Organisation de la Revue Annuelle des EPA.

Dans un second temps, le CORAEPA doit prendre contact avec tous les établissements publics administratifs et leur demander la transmission de leurs textes de création, des textes de nomination des membres des organes de gestion (Membres du CA, DG, DGA et AC) et Contrôleur Financier ainsi que leur dernier rapport d'activité au plus tard à la fin du mois de juillet 2016.

Dans un troisième temps, une réunion de l'ensemble des EPA sera convoquée et les travaux se tiendront sur 3 à 4 jours, au début du mois de septembre 2017.

Dans un quatrième temps, le CORAEPA établira les différents rapports à publier ainsi que les arrêtés d'approbation des comptes et veillera à leur signature, enregistrement et publication.